

## 49e CONFERENCE DE L'ASSEMBLEE GENERALE DE L'UCUE

### “ Villes – capitales durables et inclusives”

#### Avant-projet de référence

##### 1. Introduction

L'idée principale de ce questionnaire est de délimiter trois domaines clés qui correspondent chacun aux trois parties du questionnaire et aux discussions de la table ronde qui auront lieu lors de la conférence de l'UCUE à Nicosie en octobre 2009<sup>1</sup>. Du processus d'urbanisme pour un développement urbain et une régénération urbaine durable et intégrée, il en ressort trois questions clés :

- a. **Est-ce que les villes - capitales donnent de priorité suffisante et se préoccupent-elles assez des besoins des groupes exclus ou de ceux qui encourent le risque d'exclusion ? Quel est l'impact d'ordre social de ces politiques et comment peuvent –elles être appliquées au sein de ces groupes ?**
- b. **Est-ce que les villes - capitales donnent de priorité suffisante considérant l'environnement bâti et l'espace urbain durable ?**
- c. **Est-ce que les villes - capitales donnent de priorité suffisante concernant le développement de villes de connaissance ouvertes et accessibles à tous ?**

Le concept d'un développement durable comporte déjà la notion de participation/inclusivité. Cependant, dans le cadre de la conférence, l'accent est mis sur la contribution de la notion du développement urbain des services et politiques, d'où la décision de mentionner cela dans le titre même de la conférence. Toute notion de durabilité dans les décisions politiques auprès des autorités locales, nécessite une approche intégrée afin que les avantages d'un tel développement puissent être partagés par tous et en particulier par des groupes démunis, vulnérables, ou victimes d'exclusion. Il est ainsi nécessaire de donner une définition au terme d'« exclusion sociale » qui est un terme central au développement du social durable, de l'inclusivité et de la politique. Le Livre Blanc sur la politique sociale (COM(94) 333), juillet 1994) de la commission d'UE définit l'exclusion sociale de la façon suivante :

---

Cet avant-projet et questionnaire ont été préparés par le professeur Stavros A. Zenios, Président de l'UNICA Network et Recteur de l'Université de Chypre, avec le soutien du Service de la Recherche et des Relations Internationales de l'Université de Chypre, Nicos Trimikliniotis, Professeur Assistant en Droit et en Sociologie de l'Université de Nicosie et Directeur du Centre de Migration Interethnique et des Relations du Travail, Nadia Charalambous, Architecte/ Lectrice à l'Université de Chypre et Maria Mavrou, Chef du Bureau des Affaires Européennes de la Municipalité de Nicosie.

«L'exclusion sociale fait référence à de multiples facteurs changeants et résultant du fait de l'exclusion humaine, des échanges d'ordre régulier, des pratiques et des droits de la société moderne. La pauvreté constitue un de ces facteurs les plus évidents de la société moderne, mais l'exclusion sociale se réfère également à cette insuffisance de droits en matière de logement, d'éducation, de santé et d'accès aux services. Cela affecte les individus et les , en particulier dans des régions urbaines et rurales qui sont d'une certaine façon sujets à la discrimination ou à la ségrégation ; l'accent sur les faiblesses de l'infrastructure sociale et le risque de mettre en place, par défaut, une société à deux vitesses. La commission est d'avis qu'il faut rejeter l'idée d'une exclusion sociale fataliste et que tous les citoyens européens ont le droit au respect de la dignité humaine. »

Un document de travail incisif <sup>2</sup> donne lieu à une (bonne) discussion relative à la définition du terme, «qui avait été élargie par certains dans le but d'inclure l'exclusion de sources de revenus; d'emploi permanent assuré, du salaire; de la propriété, du crédit ou du terrain; du logement;; de niveau de consommation minimal ou actuel; de l'éducation, des compétences et du capital culturel;l'état providence, la citoyenneté et l'égalité légale, la participation démocratique, les biens publics, la nation ou la race dominante, la famille et la sociabilité; l'humanité, le respect, l'épanouissement et la compréhension». Cependant, le même auteur suggère qu'il «existe également un besoin de rester prudent quant à l'utilisation de ce terme qui ne devrait pas se faire de façon aléatoire avec le risque de perdre de son sens, de son soutien et son applicabilité». <sup>3</sup> Nous devons ainsi tenter de voir l'exclusion sociale au-delà de ses points habituels de référence, qui «nagent entre deux eaux» comme les notions traditionnelles de la pauvreté, de la privation de capacités et des classes sociales très défavorisées». L'auteur clarifie le sens de l'inclusion sociale:

« L'exclusion sociale, en tant que pauvreté multidimensionnelle, met l'accent sur une logique 'des inconvénients cumulatifs', qui affectent les groupes de populations les plus démunis et sur l'idée de la distance au centre de la société et la privation de ses capacités et fonctions. Il en résulte une définition complète de l'exclusion sociale dont un chercheur <sup>4</sup> fournit la liste des caractéristiques de l'exclusion sociale suivante:

1. Elle souligne le caractère multidimensionnel de la privation.
2. Elle souligne la dimension de relations personnelles.
- 3 Le concept a mis en évidence les liens de cause à effet qui existent entre les différentes formes de privation.

Cela nous permet de parvenir à une définition. L'exclusion sociale est « l'incapacité à participer effectivement à la vie culturelle, politique, économique et sociale. Il s'agit

---

<sup>2</sup> Dirk-Jan Omtzigt "Survey on Social inclusion: Theory and Policy" (Report Working Paper of Oxford University, Oxford Institute for Global Economic Development, January 2009).

<sup>3</sup> Sen A., (2000), "Social Exclusion: Concept, Application, and Scrutiny", Social Development Paper, Asian Development Bank.

<sup>4</sup> De Haan A., "Social Exclusion: Towards a Holistic Understanding of Deprivation", Villa Borsig Workshop Series 1999.

d'un état d'aliénation et de prise de distance, d'être exclus de la société majoritaire»<sup>5</sup> ou «un processus dynamique d'être exclus... de tout systèmes sociaux, économiques, politiques ou culturels, ce qui déterminent l'intégration social d'une personne dans la société».<sup>6</sup>

**2. Modèles de bonnes pratiques :** a travers ce questionnaire il y aura des références faites aux 'bonnes pratiques'. Tout en essayant de sélectionner les bonnes pratiques, les principes suivants sont recommandés.

- **Anti-exclusion, anti-discrimination :** est-ce que l'initiative vise l'exclusion sociale et la discrimination, soit en tentant de changer les attitudes ou pratiques de ceux qui risquent de tomber dans la discrimination, soit en donnant les moyens aux minorités de résister à l'exclusion ou à la discrimination ?
- **Durabilité :** est-ce que l'initiative est plus qu'une activité qui ne se produit sur qu'une fois ? Est-ce qu'elle a le potentiel de se poursuivre à l'avenir ou d'être établie au sein des pratiques de routine d'une organisation ? Est-ce qu'elle est intégrée dans des politiques et des plans plus étendus ?
- **Efficacité et impact :** y-a-t-il des raisons de croire que l'initiative a soit des résultats à court terme, soit un impact à long terme ?
- **Transferabilité :** est-ce que cette initiative pourrait être copiée par d'autres et pourrait être transférée dans d'autres contextes ou à d'autres Etats membres ?
- **Révision et évaluation :** est-ce que l'initiative comporte en elle une révision et une évaluation ?
- **Participation des bénéficiaires :** est-ce que les bénéficiaires et les intervenants sont impliqués dans la conception, la planification, l'évaluation la révision et réalisation de cette initiative ?

#### **a. Durabilité sociale, Inclusivité et Politique**

La notion de la durabilité sociale en politique sociale, en termes de planification et de prise de décision, quand il s'agit de politiques d'intégration et de régénération grâce à la participation efficace de tous les groupes affectés de la population dans la vie sociale, économique, politique et culturelle de la capitale, comprend les points suivants :

- Accès aux ressources, aux services publics et équipements, emploi, refuges etc.
- La participation des groupes vulnérables/exclus dans la formulation des politiques et des plans d'action pour des programmes de régénération des quartiers sensibles.

<sup>5</sup> Duffy, K. (1995), Social Exclusion and Human Dignity in Europe, Strasbourg: Council of Europe.

<sup>6</sup> Walker, A. and Walker, C. (eds.)(1997), Britain Divided: The Growth of Social Exclusion in the 1980s and 1990s, London: Child Poverty Action Group, p.8

- Mise en place des infrastructures relatives, aux installations et aux outils qui répondent aux besoins et attentes des groupes vulnérables /démunis/ exclus.

## **b. Durabilité urbaine et environnement bâti**

S'intéresser aux problèmes de la durabilité relatives à l'aménagement du territoire<sup>7</sup> et à la prise de décision et très précisément le but de ce questionnaire<sup>8</sup>. La notion de durabilité urbaine comprend :

- Le développement durable (les nouveaux espaces de travail y compris les services commerciaux et les économies en pleine croissance telles que la technologie de l'information, de la culture et de l'industrie médiatique, les nouveaux logements pour l'accueil d'une population croissante et gérer des questions de l'habitat en mauvais état).
- La croissance peut être liée à la puissance des transports publics (la croissance se concentre sur des zones avec un potentiel d'un réseau des transports publics, et une relation entre un nouveau développement et des transports publics puissant).
- Assurer l'existence d'un meilleur environnement (protection et amélioration de l'environnement historique, dans le domaine public, les grands espaces verts, la sécurité dans des zones publiques résidentielles).
- Assurer l'inclusion sociale et économique (des politiques visant différentes communautés et minorités, habitations accessibles à tous, formation de ses citoyens afin d'encourager la concurrence pour des nouveaux emplois, des politiques qui visent à loger les populations à différents stades de leur vie et d'y assurer l'accessibilité).

Les interventions en durabilité sont très souvent améliorées par rapport aux projets de développement urbain existants, plutôt que les incorporer dans le processus de prise de décision au début. Nous sommes ainsi intéressés d'établir un processus de prise de décision dans le cadre urbain de vos villes, tout en démontrant à travers des questions (ex ; question 14) qui souhaite être impliqué et à quel stade, jusqu'à quel point les communes et autorités

<sup>7</sup> "... l'aménagement du territoire va au-delà de planification d'usage du sol traditionnel afin de mener assemblée et d'intégrer des politiques pour le développement et l'utilisation du sol avec d'autres politiques et programmes qui influent sur la nature des lieux et comment ils fonction..." (ODPM 2004)

<sup>8</sup> "... l'endroit est important et devrait être pris en considération dans les décisions de l'Union Européenne. L'impact d'une nouvelle législation est souvent ressenti beaucoup plus dans les régions urbaines. C'est précisément au niveau urbain que la dégradation de l'environnement a le plus d'effets sur le citoyen, où les problèmes sociaux sont les plus prononcés et où se trouve la plus grande opportunité pour une croissance économique durable et soutenue...". 'Des villes pour la cohésion : réponse au papier vert sur la cohésion territoriale : comment faire de la diversité territoriale une force.

locales participent, comment peut être atteint le niveau désiré de participation, coordonné et surveillé et quels outils et ressources chaque intervenant peut nécessiter afin de rendre possible la réalisation d'environnements urbains plus durables et des villes capitales en tant que villes de connaissances.

Dans le monde d'aujourd'hui, un monde de connaissance, l'innovation plus que jamais est directement liée au développement économique. L'économie ne dépend pas de capitaux, de ressources naturelles ou humaines mais de la connaissance et de l'innovation. L'innovation est importante car les idées ont une force économique.

La « triple hélice » Universités-Gouvernement-Industrie est ce que l'on appelle une interaction entre l'académie et les secteurs publics et privés. C'est largement reconnu pour son importance en tant que base institutionnelle dynamique pour la création de la richesse et le développement durable à travers la génération de savoir et sa mise en place réussit.

Voici la «triple hélice » Universités-Gouvernement-Industrie:

- ACADEMIE: savoir et innovation
- INDUSTRIE: capitaux, ressources naturelles et emploi
- GOUVERNEMENT: conditions politiques et locales favorables mettant l'accent sur le niveau régional et local de gouvernance

La « triple hélice » de connaissance au niveau local est ce que l'on appelle une *ville du savoir*. Leif Edvinsson définit la 'ville du savoir' en tant que 'ville conçue exprès dans e but d'encourager le développement du savoir. La ville du savoir' n'est pas simplement une grande ville. Il s'agit d'un espace d'optimisme et d'échange en expansion, dans lequel chacun peut se dévouer à des projets collectifs et personnels et à des aspirations dans un climat dynamique plein d'harmonie et de créativité.

Le savoir dispose d'une masse importante dans la production d'une vraie ville du savoir ou d'une région de savoir. Le succès de ces villes de connaissance ou de ces régions est dû aux facteurs suivants :

- Secteurs d'innovation dans l'activité économique
- Forte innovation dans toutes les organisations
- Appréciation d'une culture de savoir
- Libre circulation de l'information
- Important soutien pour les activités créatives
- Liens très forts entre les arts et la culture avec un savoir scientifique et technologique
- Important pourcentage d'effectifs dans les activités d'innovation
- Participation active des citoyens pour former l'environnement urbain et son caractère spécial.
- Nombreux lieux et activités appréciés par les travailleurs de la connaissance.

La raison principale pour laquelle les facteurs ci-dessus mentionnés contribuent à une importante augmentation de connaissance, car il s'agit dans l'investissement dans le capital social et humain d'une région.

Le terme capital social se réfère à ces valeurs communes que partagent les membres des organisations dans une région, i.e. la culture d'une région. Dans certains cas ces valeurs peuvent être constructives et dans d'autres destructives. Elles peuvent être constructives, si par exemple la culture partagée est intégrée grâce au professionnalisme, la confiance et la réciprocité. D'autre part ces valeurs peuvent avoir un effet destructeur, si elles sont basées sur le népotisme, l'arrogance et le manque de confiance. L'éducation a un rôle clé à jouer dans la préservation et la création d'un capital social constructif.

Le terme capital humain se réfère à cette masse importante de travailleurs de connaissance, le noyau d'excellence de la classe créative.

La **géographie** fait également partie de cet ensemble. « Les droits intellectuels devraient traverser rues et passages plus facilement que autoroutes et océans ». Améliorer la mobilité de l'information, des personnes et des capitaux est un autre facteur clé qui influence la création d'une masse critique de connaissance dans une région.

*Pouvez-vous visualiser une ville du savoir qui dériverait de votre ville ? Pouvez-vous identifier des opportunités, des obstacles et des moyens de les surmonter ?*

**Note : Toutes les citations dans le texte sont traduites par nous-mêmes**

TRANSLATED FOR PURPOSES OF INTERNAL UCEU COMMUNICATION ONLY